



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **NOTE D'INFORMATION**

**4<sup>e</sup> trimestre 2014**

**N° 40**



# BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA  
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)  
Tél. : +221 33 839 05 00  
Télécopie : +221 33 823 93 35  
Site internet : <http://www.bceao.int>

**Directeur de Publication**

Clément ADOBY

*Directeur des Etudes  
et de la Recherche*

*Email : [courrier.zder@bceao.int](mailto:courrier.zder@bceao.int)*

**Impression :**

Imprimerie de la BCEAO  
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505772

*Cette revue est conçue pour la seule documentation des destinataires. Bien qu'établie selon les meilleures sources, elle est diffusée sans garantie ni responsabilité de la Banque Centrale.*



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **NOTE D'INFORMATION**

**4<sup>e</sup> trimestre 2014**

**N° 40**

**ISSN 08505772**

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>5</b>
<b>EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA</b> .....	<b>7</b>
<b>INFORMATIONS GENERALES</b> .....	<b>13</b>
Communiqués de presse des Organes de l'UMOA et de la BCEAO .....	15
Chronologie des principales mesures de politique monétaire .....	19
<b>LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO</b> .....	<b>35</b>



## **AVANT-PROPOS**

La Note d'Information vise à informer trimestriellement le public sur les décisions des Organes de l'UMOA et de la BCEAO, les principales mesures de politique monétaire ainsi que sur les textes réglementant l'activité bancaire et financière adoptés au cours de la période. La situation économique et monétaire de l'Union, précédemment publiée dans cette Note, est désormais disponible dans le Bulletin de statistiques monétaires et financières ainsi que dans le Bulletin mensuel de statistiques économiques de l'UEMOA, diffusés sur le site internet de la BCEAO.

La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité et la présentation des informations contenues dans la présente publication.

**Le Directeur de Publication**





---

## EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA

---

Le présent chapitre analyse l'évolution des activités des établissements de crédit de l'UMOA au 31 décembre 2013 ainsi que les données relatives au premier semestre 2014.

A cet égard, il retrace d'abord la situation récente du système bancaire et examine ensuite les opérations des établissements de crédit. Les sous-chapitres III et IV sont consacrés respectivement à l'analyse des comptes d'exploitation des établissements de crédit et du respect des normes prudentielles. Le dernier sous-chapitre fait le point du suivi des liquidations.

### I – EVOLUTION DU RESEAU

Le système bancaire de l'UMOA comptait, au 31 décembre 2013, cent-vingt-sept (127) établissements de crédit agréés, dont cent quatorze (114) banques et treize (13) établissements financiers à caractère bancaire, soit huit (8) unités de plus par rapport à 2012. Par pays, les évolutions sont retracées comme ci-après.

Au Bénin, une décision a été prise portant autorisation d'installation d'une succursale de CBAO-Groupe Attijariwafa bank.

Au Burkina, la Commission Bancaire a autorisé l'installation d'une filiale de la Banque de Développement du Mali (BDM), dans le cadre de la procédure de l'agrément unique.

En Côte d'Ivoire, la Commission Bancaire a autorisé l'installation d'une filiale de Coris Bank, dans le cadre de la procédure de l'agrément unique.

Au Mali, la Commission Bancaire a autorisé l'installation d'une filiale de Coris Bank, dans le cadre de la procédure de l'agrément unique.

Au Niger, une autorisation a été accordée à CBAO Groupe Attijariwafa bank pour l'ouverture d'une succursale.

Au Sénégal, un arrêté ministériel a été pris portant agrément de la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE). En outre, la Commission Bancaire a autorisé l'installation d'une succursale de la Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali (BCI-Mali).

Au Togo, un arrêté ministériel a été pris portant agrément de Bank Of Africa Togo en qualité de banque, tandis que l'agrément a été retiré à la Banque Togolaise de Développement (BTD) en qualité de banque, à la suite de sa fusion-absorption par ORABANK Togo. En outre, la Commission Bancaire a autorisé l'installation d'une filiale de Coris Bank, dans le cadre de la procédure de l'agrément unique.

Par ailleurs, la transformation institutionnelle du Groupe Banque Régionale de Solidarité (BRS) a été finalisée avec la succursalisation des filiales de sept (7) pays via la BRS Côte d'Ivoire et le changement de la dénomination sociale en ORABANK.

A fin juillet 2014, l'effectif des établissements de crédit a augmenté d'une (1) unité par rapport à fin décembre 2013, à la suite de l'agrément de la CCEI Bank au Bénin, en qualité de banque.

Sur le plan de la bancarisation, le nombre de comptes bancaires dans l'ensemble de l'Union s'établit à 7,8 millions en 2013. Ainsi, le taux de bancarisation, au sens strict<sup>1</sup>, est ressorti à 13,52% au 31 décembre 2013 contre 10,87% en 2012.

Sur le plan de la densité du réseau, le nombre de guichets et de Distributeurs Automatiques de Billets et Guichets Automatiques de Banque (DAB/GAB), s'élève respectivement à 2.133 unités et à 2.272 unités en 2013.

Par pays, la situation se présente comme suit :

- au Bénin, le taux de bancarisation ressort à 15,69%, pour 190 guichets et 254 DAB/GAB ;

---

1. Calculé sur la base de la population de plus de 15 ans, hors les comptes ouverts dans les systèmes financiers décentralisés, les émetteurs de monnaie électronique et les services financiers postaux.

- au Burkina, le taux de bancarisation s'établit à 11,14%, pour 231 guichets et 245 DAB/GAB ;

- en Côte d'Ivoire, le taux de bancarisation se situe à 16,49%, pour 567 guichets et 701 DAB/GAB ;

- en Guinée-Bissau, le taux de bancarisation se chiffre à 6,83%, pour 26 guichets et 38 DAB/GAB ;

- au Mali, le taux de bancarisation ressort à 16,14%, pour 434 guichets et 343 DAB/GAB ;

- au Niger, le taux de bancarisation s'établit à 4,25%, pour 135 guichets et 115 DAB/GAB ;

- au Sénégal, le taux de bancarisation se situe à 16,40%, pour 367 guichets et 385 DAB/GAB ;

- au Togo, le taux de bancarisation se chiffre à 17,58%, pour 183 guichets et 191 DAB/GAB.

## II - OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA

L'activité des établissements de crédit de l'UMOA, appréciée sur la base du total des bilans, s'est établie à 20.105,5 milliards à fin décembre 2013 contre 17.409,2 milliards en 2012, soit une progression de 2.696,3 milliards (+15,5%) contre une hausse de 3.938,5 milliards (+29,2%) en 2012. La part de marché des établissements financiers dans le total de bilans des établissements de crédit s'est légèrement améliorée en ressortant à 1,2% contre 1,0% en 2012.

Les dépôts de la clientèle et les crédits octroyés, principales composantes des bilans des établissements de crédit, ont augmenté en 2013 respectivement de 12,3% (+1.501,7 milliards) et de 17,3% (+1.659,2 milliards).

Au cours de l'année 2013, **les ressources et les emplois**<sup>1</sup> des établissements de crédit de l'Union se sont accrus respectivement de 1.731,9 milliards (+11,7%) et de 2.517,8 milliards (+17,9%). Cette évolution est essentiellement portée par les banques. En effet, les emplois des établissements financiers ont baissé de 1,3 milliard, tandis que les ressources ont augmenté de 44,2 milliards pour s'établir respectivement à 124,1 milliards et à 169,7 milliards.

Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille des établissements de crédit se sont établis respectivement à 15,4% et 6,6% en décembre 2013 contre respectivement 15,9% et 6,8% en 2012. A fin juin 2014, ces taux se chiffraient à 15,8% et à 7,1%.

Les ressources des banques sont ressorties à 16.303,6 milliards à fin décembre 2013 contre 14.616,0 milliards au 31 décembre 2012, en augmentation de 1.687,6 milliards (+11,5%).

La principale composante des ressources des banques, à savoir les dépôts et emprunts, s'est accrue de 1.442,4 milliards (+11,8%) en passant de 12.225,6 milliards en 2012 à 13.668,0 milliards à fin décembre 2013. Pour leur part, les fonds propres des banques ont progressé de 145,3 milliards (+9,8%) en 2013 pour ressortir à 1.632,9 milliards. Les autres ressources se sont également renforcées de 99,9 milliards (+11,1%) pour s'établir à 1.002,7 milliards au 31 décembre 2013.

Les emplois des banques se sont établis à 16.495,8 milliards au 31 décembre 2013 contre 13.976,8 milliards en 2012, soit une hausse de 2.519,0 milliards (+18,0%). Cette hausse est répartie entre les crédits (+1.681,9 milliards ; +17,8%) et les autres emplois (+837,1 milliards ; 18,6%) qui ressortent respectivement à 11.152,2 milliards et 5.343,6 milliards à fin 2013.

La structure des crédits reste dominée par les concours à court terme (entre 53% et 55% de l'encours global sur les quatre dernières années). Les crédits à long terme ne représentent que 4,25% de l'encours total des crédits en 2013, tandis que la part relative des crédits à moyen terme se chiffre à 35,9%.

La progression des autres emplois a concerné essentiellement les titres de placement (+712,5 milliards ; +26,4%), reflétant le dynamisme du marché des titres de la dette publique dans l'Union.

La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'Union, appréciée sur la base du taux brut de dégradation, s'est améliorée de 0,7 point de pourcentage pour se situer à 15,4% à fin décembre 2013. Le taux net s'est par contre légèrement détérioré de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,6%.

---

2. Les ressources et les emplois sont déterminés à partir des éléments du bilan (Actif/Passif) hors trésorerie.

Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est supérieur à la moyenne de l'Union au Bénin (21,2%), en Guinée-Bissau (31,0%), au Mali (19,3%), au Niger (16,4%) et au Sénégal (17,5%).

**La trésorerie**<sup>3</sup> des banques s'est fortement dégradée de 831,4 milliards par rapport à son niveau en 2012, ressortant négative de 192,2 milliards à fin décembre 2013 contre un excédent de 639,2 milliards en 2012. Elle reflète une progression des emplois plus accentuée que celle des ressources.

Les ressources des établissements financiers ont augmenté de 44,2 milliards, tandis que les emplois ont baissé de 1,3 milliard pour s'établir respectivement à 169,7 milliards et 124,1 milliards.

La trésorerie des établissements financiers est ressortie excédentaire de 45,6 milliards à fin décembre 2013.

Sur le premier semestre de l'année 2014, l'activité des banques a poursuivi sa croissance. Les ressources et les emplois ont ainsi progressé respectivement de 7,7% (+1.253,1 milliards) et de 8,9% (+1.462,3 milliards) par rapport à leur niveau de décembre 2013. L'augmentation des ressources est principalement tirée par les dépôts et emprunts (+1.048,5 milliards ; +7,7%). Celle des emplois est induite à parts quasi égales par les crédits (+743,4 milliards ; +6,7%) et par les autres emplois (+718,9 milliards ; +13,5%), notamment les titres de placement (+503,9 milliards ; +14,8%). Dans ce sillage, la trésorerie négative des banques a continué de se dégrader (-209,2 milliards) pour ressortir à -401,4 milliards au 30 juin 2014.

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille des banques se sont détériorés respectivement de 0,4 et 0,5 point de pourcentage pour ressortir à 15,7%, et 7,1% au 30 juin 2014.

### III - RESULTATS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU TITRE DE L'EXERCICE 2013

Au terme de l'exercice 2013, le produit net bancaire des établissements de crédit s'est

accru de 70,0 milliards (+6,2%), en rapport notamment avec une hausse plus prononcée des produits bancaires (+215,3 milliards ; +13,1%) que des charges bancaires (+145,3 milliards ; +28,2%).

Le résultat net a progressé de 71,7 milliards (+47,8%) par rapport à 2012.

#### 3.1 - Evolution globale des produits et des charges bancaires

Les produits bancaires des établissements de crédit se sont élevés à 1.860,6 milliards à fin décembre 2013, en hausse de 215,3 milliards (+13,1%) par rapport à 2012. Ils sont principalement constitués des produits sur les opérations avec la clientèle (1.151,9 milliards ; 61,91%), des autres produits bancaires (405,9 milliards ; 21,82%) et des produits sur les opérations sur titres et diverses (193,0 milliards ; 10,37%).

Les charges d'exploitation supportées par les établissements de crédit sont ressorties à 660,1 milliards en 2013, soit une augmentation de 145,3 milliards (+28,2%) par rapport à 2012, induite essentiellement par une hausse des autres charges bancaires (+116,1 milliards), des intérêts versés à la clientèle (+25,6 milliards) et les charges sur les opérations de trésorerie (+5,4 milliards).

#### 3.2 - Soldes caractéristiques de gestion

**Le produit net bancaire (PNB)**<sup>4</sup> des banques et établissements financiers est passé de 1.130,4 milliards en 2012 à 1.200,5 milliards en 2013, soit une hausse de 70,0 milliards (+6,2%) après celle de 14,7% enregistrée en 2012. Il se compose essentiellement des marges nettes sur les opérations avec la clientèle (872,5 milliards), de la marge nette sur les opérations sur titres de placement (184,6 milliards), de la marge nette sur les opérations de change, de hors bilan et de prestations diverses (153,9 milliards) ainsi que sur les investissements financiers (34,1 milliards).

**Le résultat brut d'exploitation**<sup>5</sup> s'est établi à 446,3 milliards, en hausse de 55,7 milliards (+14,3%) par rapport à l'année 2012, en liaison

3. Trésorerie = (ressources-emplois).

4. PNB = produits bancaires – charges bancaires.

5. Résultat brut d'exploitation = PNB – frais généraux - amortissements.

essentiellement avec une augmentation du produit net bancaire (+70,0 milliards) plus importante que celle des frais généraux (+19,2 milliards).

**Le résultat d'exploitation**<sup>6</sup> s'est également inscrit en hausse de 68,1 milliards (+30,8%) pour s'établir à 289,3 milliards au terme de l'exercice 2013, après déduction des dotations nettes aux provisions (57,7 milliards) et des pertes sur créances irrécouvrables (99,3 milliards). Comparativement à l'année 2012, il a été observé une baisse de 43,4 milliards des dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance au profit notamment d'une hausse de 31,1 milliards des pertes sur créances irrécouvrables.

**Le résultat net**<sup>7</sup> cumulé des établissements de crédit est ressorti bénéficiaire de 221,6 milliards en 2013, localisé essentiellement au niveau des banques (220,7 milliards), les établissements financiers à caractère bancaire n'ayant réalisé qu'un bénéfice de 0,9 milliard. Le bénéfice est ainsi en hausse de 71,7 milliards (+47,8%) par rapport à l'exercice 2012 et de 91,8 milliards (+70,7%) par rapport à 2011. L'essentiel de la hausse est localisé en Côte d'Ivoire (+40,3 milliards et 79,4 milliards comparativement à 2012 et 2011 respectivement).

Ce profil excédentaire a été noté dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau où le résultat net est passé d'un bénéfice de 0,9 milliard en 2012 à un déficit de 0,5 milliard en 2013. Au Bénin, le résultat net est ressorti bénéficiaire de 14,8 milliards en 2013 après un déficit de 1,0 milliard en 2012. Au Togo, le résultat net a enregistré une baisse de 2,98 milliards pour s'établir à 9,9 milliards.

Quatre-vingt deux (82) établissements de crédit dont soixante treize (73) banques ont été bénéficiaires au cours de l'exercice 2013 pour des montants variant entre 46,0 millions et 15,6 milliards. L'exploitation est ressortie déficitaire pour 28 établissements (dont 26 banques), répartis entre le Bénin (3), le Burkina (2), la

Côte d'Ivoire (5), la Guinée-Bissau (2), le Mali (2), le Niger (3), le Sénégal (7) et le Togo (4). Le montant des pertes a varié entre 40 millions et 6,0 milliards.

### 3.3 - Marges bancaires

La marge sur les opérations avec la clientèle est ressortie à 9,6% sur l'exercice 2013, en légère baisse de 0,5 et de 0,7 point de pourcentage respectivement par rapport à l'année 2012 et 2011. **Le taux d'intérêt moyen**<sup>8</sup> appliqué aux crédits à la clientèle est ressorti à 11,9% à fin 2013, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2012 et de 0,6 point de pourcentage comparé à 2011. Le taux moyen de rémunération des comptes créditeurs de la clientèle s'est établi à 2,3% contre 2,2% en 2012 et 2011.

S'agissant des opérations de trésorerie, la marge est ressortie négative de 1,8%, le coût moyen des ressources de trésorerie s'étant établi à 3,1% pour un taux moyen des prêts de même nature de 1,3%.

En définitive, la marge globale, représentant la différence entre le rendement moyen des prêts de toute nature et le coût moyen des capitaux empruntés, s'est fixée à 7,2% contre 7,4% en 2012 et 2011.

### 3.4 - Principaux ratios d'exploitation

**Le coefficient net d'exploitation**<sup>9</sup>, qui mesure le niveau d'absorption du produit net bancaire par les frais généraux, s'est amélioré de 1,8 point de pourcentage en 2013 pour s'établir à 57,7%.

Le ratio « frais du personnel sur frais généraux » est passé de 42,1% en 2012 à 41,6% en 2013.

**L'effort net de provisionnement**<sup>10</sup>, qui permet d'apprécier l'impact des provisions sur le compte de résultat, s'est inscrit en baisse de 13,3 points de pourcentage par rapport à 2012, en ressortant à 13,2% en 2013.48.

6. Résultat d'exploitation = résultat brut d'exploitation – dotations aux provisions – pertes sur créances irrécouvrables.

7. Résultat net = résultat d'exploitation +/- résultat exceptionnel – fonds pour risques bancaires généraux – impôt sur le bénéfice.

8. Taux d'intérêt moyen = agios encaissés sur les crédits à la clientèle / encours moyen des crédits à la clientèle.

9. Coefficient net d'exploitation = frais généraux / produit net bancaire.

10. Effort net de provisionnement = dotations nettes aux provisions / résultat brut d'exploitation.

11. Coefficient de rentabilité = résultat net / fonds propres nets.



**Le coefficient de rentabilité**<sup>11</sup>, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net a augmenté de 4,2 points de pourcentage, en ressortant à 14,8% en 2013. La dégradation de la rentabilité de l'exploitation des établissements de la Guinée-Bissau (-0,5%) et la baisse de ceux du Togo (4,6%) ont été très largement compensées par une bonne rentabilité dans les autres pays notamment au Burkina (25,9%), au Mali (18,9%), en Côte d'Ivoire (18,7%), au Sénégal (10,7%), au Bénin (10,4%), et au Niger (9,4%).

#### **IV – RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES**

Sur la base des données disponibles, au 31 décembre 2013, les fonds propres de base des établissements de crédit de l'Union ressortaient à 1.063,9 milliards. Relativement à la norme de représentation du capital social minimum qui lui est associée, 76% de l'effectif des établissements sont conformes.

Les fonds propres effectifs cumulés de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA sont estimés à 1.163,5 milliards. Les risques pondérés sont évalués à 11.171,3 milliards. Il en ressort un ratio moyen « fonds propres sur risques » de 10,42% contre 11,07% à fin décembre 2012 et 10,9% en 2011, pour une norme minimale de 8%.

Environ 72% des établissements de crédit de l'UMOA respectent ce ratio contre 76% en 2012. En considérant les taux moyens par pays, la Côte d'Ivoire (7,74%), le Burkina (7,49%), le Bénin (7,25%), et la Guinée-Bissau (3,01%) affichent un ratio moyen de couverture des risques inférieur à la norme réglementaire (8%).

La norme de limitation des risques sur une même signature, fixée à 75% des fonds propres effectifs, est respectée par 56% des établissements de crédit contre 55% en 2012. Celle liée au total des engagements atteignant 25% des fonds propres effectifs est respectée par 85% des établissements contre 83% en 2012.

Au 31 décembre 2013, le pourcentage de banques et établissements financiers à caractère bancaire respectant la norme de liquidité est en hausse (64%) comparativement à fin décembre 2012 (61%).

Concernant le ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources

stables, il est respecté par 74% de l'effectif au 31 décembre 2013 contre 68% en 2012.

#### **V – SUIVI DES LIQUIDATIONS**

Le suivi des liquidations porte sur les établissements de crédit fermés à l'issue de la crise bancaire des années 1980, sauf pour le Togo, où il s'étend à la récente opération de titrisation, par l'Etat, des créances en souffrance de certaines banques. Il ressort des informations disponibles, les principales conclusions ci-après.

Les recouvrements de créances gelées ainsi que les remboursements des dépôts n'ont pas connu d'évolutions significatives dans l'ensemble. Par pays, la situation se présente comme suit.

Au Bénin, l'encours des créances gelées des banques liquidées ressort au 31 mai 2014 à 53,8 milliards, soit le même montant qu'en 2013, après des recouvrements cumulés de 2,1 milliards (3,9%), effectués par la Cellule qui en a la charge. L'encours des dépôts gelés reste inchangé à 10,6 milliards. Les remboursements ressortent à 0,8 milliard.

Au Burkina, sur la base des informations disponibles au 30 septembre 2009, l'encours des créances gelées ressortait à 49,8 milliards, après des recouvrements cumulés de 14,4 millions effectués par la Cellule qui en a la charge.

En Côte d'Ivoire, le montant total des recouvrements s'élève à 40,1 milliards, au 31 mars 2014 après un recouvrement de 149 millions au cours du premier trimestre 2014. S'agissant des dépôts gelés, le cumul des remboursements est resté inchangé à 41,9 milliards par rapport au 31 décembre 2013.

Au Mali, le montant initial des créances gelées s'élève à 51.244,2 millions, dont 29.241,7 millions de créances consolidées et 22.002,5 millions de créances non consolidées. Le total recouvré s'élève à 16.891,1 millions, dont 2.658,3 millions de créances consolidées et 14.232,8 millions de créances non consolidées.

Au Niger, aucune information n'est disponible sur la situation de recouvrement des créances et dépôts gelés.

Au Sénégal, les recouvrements effectués par la Société Nationale de Recouvrement (SNR) d'octobre 1991 à juin 2011 se sont élevés à 61,0 milliards. Pour leur part, les dépôts

remboursés se chiffraient à 38,5 milliards sur la même période. Au cours des trois dernières années, les recouvrements n'ont porté, en moyenne, que sur 1,0 milliard par an et les remboursements de dépôts sur 0,15 million. La BCEAO ne participant plus au Conseil d'Administration de la SNR, elle ne reçoit plus d'informations de cette société.

Au Togo, le montant cumulé des recouvrements des anciennes créances gelées ressort à fin juillet 2014 à 0,2 milliard sur un montant initial de 4,5 milliards. En ce qui concerne les 520 millions de dépôts gelés, aucun remboursement n'est intervenu en faveur du public sur la période. Pour rappel, un montant de 336 millions a été remboursé à l'Etat le 30 juin 2005.

Par ailleurs, en septembre 2008, l'Etat togolais a racheté et titrisé des créances bancaires en souffrance de plusieurs banques, d'un montant global de 86,4 milliards. Les recouvrements effectués s'élèvent au 30 juin 2014 à 1,6 milliard, soit un taux de recouvrement de 1,9%.

**Au total**, l'effectif des banques et établissements financiers de l'Union a progressé de huit (8) unités en 2013. Au cours du premier semestre de l'année 2014, il s'est accru d'une (1) unité. Le taux de bancarisation est ressorti à 13,52% en 2013 contre 10,87% en 2012.

L'activité des établissements de crédit de l'Union, mesurée par le total des bilans, a affiché une hausse de +15,5% au 31 décembre 2013. Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre de l'année 2014. La qualité de leur portefeuille, après une légère amélioration en 2013, s'est dégradée au cours de l'année 2014 pour ressortir à 15,8% à fin juin 2014.

Au niveau de l'exploitation, le produit net bancaire s'est nettement consolidé (+6,2%). Le résultat net des banques et établissements financiers est ressorti bénéficiaire de 221,6 milliards au 31 décembre 2013 contre 149,9 milliards en 2012. Le coefficient de rentabilité s'est ainsi amélioré de 4,2 points de pourcentage, en ressortant à 14,8% en 2013.

## **INFORMATIONS GENERALES**





---

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION

---

*(Cotonou, le 22 décembre 2014)*

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est réuni en session ordinaire, le 22 décembre 2014, dans les locaux de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Cotonou, en République du Bénin, sous la présidence de Monsieur Gilles BAILLET, Ministre des Finances de la République du Niger, son Président en exercice.

Ont également pris part à ces travaux, Monsieur Cheikhe Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Jeremias António da Cruz PEREIRA, Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

### **Au titre de la BCEAO**

Les Ministres ont examiné la situation économique et monétaire récente de l'Union. Ils se sont félicités des performances économiques appréciables enregistrées par les Etats membres qui situent le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union à 6,8% en 2014, après 5,9% en 2013, en dépit de la fragilité de la reprise à l'échelle internationale. Cette évolution serait soutenue par le regain de dynamisme des secteurs agricole et industriel ainsi que par les performances de la branche des Bâtiments et Travaux publics. Les Ministres ont, dans ce cadre, encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts d'investissements publics dans les infrastructures et les secteurs sociaux, essentiels à l'atteinte des objectifs de croissance. Sur le plan de l'inflation, les récentes évolutions laissent apparaître un recul du niveau général des prix à la consommation au troisième trimestre 2014. En moyenne, le taux d'inflation s'est établi à -0,3% au troisième trimestre 2014 contre un taux d'inflation nul au trimestre précédent. Cette détente des prix s'explique par la poursuite du repli des prix des produits alimentaires importés ainsi que des céréales et des tubercules produits localement.

Les Ministres ont cependant souligné la nécessité d'une part, de maintenir les efforts d'amélioration des performances des régies financières afin d'accroître les recettes et d'autre part, d'approfondir les réformes structurelles en vue d'améliorer la qualité des investissements publics. Ils ont par ailleurs, exhorté les Etats membres à mutualiser leurs efforts pour enrayer la propagation de l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola et stopper le développement de foyers d'insécurité dans l'Union.

Le Conseil a pris acte de l'état d'avancement du projet de promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans l'UMOA, initié par la Banque Centrale, et a recommandé aux Etats membres concernés d'accomplir les diligences nécessaires à l'adoption de la Loi uniforme portant réglementation des BIC.

### **Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA**

Le Conseil des Ministres a pris connaissance des conclusions des travaux des 97<sup>e</sup> et 98<sup>e</sup> sessions de la Commission Bancaire de l'UMOA, tenues respectivement les 29 septembre et 12 décembre 2014 à Abidjan.

### **Au titre du CREPMF**

Les membres du Conseil des Ministres ont adopté le budget 2015 du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

### **Au titre de la BOAD**

Le Conseil a approuvé les perspectives financières actualisées 2014-2018 de la BOAD et l'état d'avancement de la mobilisation de ressources concessionnelles pour le financement du logement et de l'immobilier dans les pays de l'UEMOA.

En outre, les Ministres ont pris connaissance des dossiers relatifs au projet de budget-programme 2015-2017, à l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 30 novembre 2014 ainsi qu'au relevé des décisions

de la 95<sup>e</sup> réunion du Conseil d'Administration tenue le 15 décembre 2014 à Cotonou.

#### **Au titre de la Commission de l'UEMOA**

Le Conseil des Ministres a, dans le cadre de la surveillance multilatérale, examiné la situation économique et financière des économies de l'Union en 2014 et les perspectives pour 2015. Le Conseil a également adopté les décisions relatives aux programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité au titre de la période 2015-2019, élaborés sur la base des nouveaux critères de convergence, conformément à la Recommandation n° 02 /2014/ CM/UEMOA du 25 septembre 2014.

Le Règlement n° 01/2000/CM/UEMOA du 30 mars 2009 portant modalités du contrôle de la Cour des Comptes de l'UEMOA et le Règlement n° 01/2008/CM/UEMOA du 28 mars 2008 portant Règlement Financier des Organes de l'UEMOA ont respectivement fait l'objet d'une

modification par le Conseil des Ministres. Ces modifications, qui s'inscrivent dans la dynamique des réformes engagées, conjointement par la Commission et la Cour des Comptes de l'UEMOA, ont pour objectif essentiel de mieux adapter les modalités de communication, de publication et de diffusion des rapports de contrôle de la Cour des Comptes aux exigences de transparence.

Les Ministres, très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Cotonou, expriment à son Excellence, Docteur Thomas Boni YAYI, Président de la République du Bénin, au Gouvernement ainsi qu'au peuple béninois, leur sincère et profonde gratitude.

Fait à Cotonou, le 22 décembre 2014

Le Président du Conseil des Ministres

Gilles BAILLET

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

---

*(Dakar, le 3 décembre 2014)*

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 3 décembre 2014, sa quatrième réunion ordinaire au titre de l'année 2014 dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar en République du Sénégal sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Le Comité a procédé à l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture internationale et interne à l'UMOA et apprécié les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives à moyen terme en matière de croissance économique et de stabilité des prix dans l'Union.

Au plan international, le Comité a noté la persistance de la fragilité de la reprise économique dans la plupart des pays industrialisés et la poursuite de la dégradation des performances économiques des principaux pays émergents. A cet égard, le Comité a relevé que le Fonds Monétaire International a de nouveau révisé ses prévisions de croissance mondiale pour 2014 attendues désormais à 3,3% contre 3,6% initialement.

Analysant la situation interne de l'Union, le Comité a souligné que l'activité économique a été bien orientée au troisième trimestre, ce qui conforte les prévisions des Services de la BCEAO d'une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union en termes réels, estimée à 6,8% en 2014, après 5,9% en 2013. Cette performance économique serait imprimée par le raffermissement de la production agricole et industrielle ainsi que par la bonne tenue de la production de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », en liaison avec la hausse des investissements publics.

Le Comité a noté la poursuite de la décélération des prix à la consommation durant le troisième trimestre 2014. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à -0,4% à fin septembre 2014, en rapport avec le repli des prix des produits alimentaires importés et ceux des produits locaux, notamment les céréales et les tubercules. Selon les estimations de la BCEAO, le taux d'inflation pour l'année 2014 est attendu en moyenne à -0,2%. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,9%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la Banque Centrale.

En ce qui concerne les conditions monétaires, le Comité a relevé une détente des taux sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire où le taux moyen pondéré est passé de 3,58% à 3,43% d'un trimestre à l'autre.

A l'issue des analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal demeurent respectivement à 2,50% et 3,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 5,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Fait à Dakar, le 3 décembre 2014

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Tiémoko Meyliet KONE

---

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

---

*(Cotonou, le 16 décembre 2014)*

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est réuni, le mardi 16 décembre 2014, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou, en République du Bénin, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de cette session, le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2015. Il a, en outre, autorisé la participation de la BCEAO à l'augmentation du capital de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) à hauteur de 47,2 milliards FCFA.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a marqué un avis favorable pour la réalisation d'un Centre de Traitement Fiduciaire Pilote (CTFP) en vue de l'amélioration de l'entretien des signes monétaires. Il a également approuvé la mise en

œuvre d'un programme d'extension du réseau des Agences de la BCEAO et de réhabilitation des immeubles existants.

Enfin, à la suite des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO qui s'est réuni le lundi 15 décembre 2014 à Cotonou, le Conseil a pris acte du plan d'audit triennal 2015-2017 de la BCEAO ainsi que du programme de travail dudit Comité, au titre de l'année 2015.

Les membres du Conseil d'Administration de la BCEAO ont exprimé aux Autorités et au peuple béninois, leurs remerciements pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour.

Fait à Cotonou, le 16 décembre 2014

Le Président du Conseil d'Administration  
de la BCEAO

Tiémoko Meyliet KONE

---

## CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ADOPTÉES PAR LA BCEAO ENTRE 2002 ET DECEMBRE 2014

---

### 7 janvier 2002

La Banque Centrale a procédé, valeur 7 janvier 2002, à son premier appel d'offres d'émission de bons au titre de l'année 2002. A cet effet, 400 bons d'une valeur nominale globale de 20 milliards et d'une durée de deux semaines ont été mis en adjudication. L'appel d'offres a enregistré la participation de six intervenants, dont les soumissions d'un montant total de 17,3 milliards ont été retenues à hauteur de 16,8 milliards. Le taux marginal est ressorti à 5,00%.

### 16 avril 2002

La Banque Centrale a relevé de 3,00% à 9,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques au Mali, à compter de la période de constitution qui a commencé le 16 avril 2002. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA se sont établis comme suit, pour compter du 16 avril 2002 :

- Bénin : 9,00% ;
- Burkina : 3,00% ;
- Côte d'Ivoire : 5,00% ;
- Guinée Bissau : 3,00% ;
- Mali : 9,00% ;
- Niger : 5,00% ;
- Sénégal : 9,00% ;
- Togo : 3,00%.

S'agissant des établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,0% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

### 7 juillet 2003

Au regard des résultats favorables enregistrés en matière de maîtrise de l'inflation et, d'une manière générale, de stabilité monétaire, la Banque Centrale a décidé de réduire ses taux directeurs de 100 points de base, à compter du lundi 7 juillet 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 6,50% à 5,50% et le taux de pension de 6,00% à 5,00%.

Cet assouplissement de la politique des taux d'intérêt a été l'expression de la confiance de

l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier de l'Union à assurer le financement sain et adéquat de la relance de l'économie régionale. Il a accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO. Enfin, ce desserrement monétaire a traduit la confiance du secteur privé, des épargnants, des investisseurs et des institutions financières dans la solidité des mécanismes de fonctionnement de l'Union Monétaire.

### 20 octobre 2003

L'examen de la conjoncture économique, monétaire et financière laissant apparaître des signes encourageants de reprise de l'activité économique dans la plupart des Etats de l'Union, une confirmation de la décélération des prix et une consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 20 octobre 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,50% à 5,00% et le taux de pension de 5,00% à 4,50%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à contribuer au financement sain et à un moindre coût de la relance de l'activité économique dans les Etats membres. Elle a également accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO.

### 16 mars 2004

La Banque Centrale a relevé de 9,00% à 13,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques du Bénin, à compter de la période de constitution commençant le 16 mars 2004. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans

l'UMOA sont établis comme suit, pour compter du 16 mars 2004 :

- Bénin : 13,00% ;
- Burkina : 3,00% ;
- Côte d'Ivoire : 5,00% ;
- Guinée Bissau : 3,00% ;
- Mali : 9,00% ;
- Niger : 5,00% ;
- Sénégal : 9,00% ;
- Togo : 3,00%.

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

### **22 mars 2004**

Au regard des évolutions favorables constatées au niveau de l'orientation de l'activité économique, de la maîtrise de l'inflation et de la consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 22 mars 2004. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,00% à 4,50% et le taux de pension de 4,50% à 4,00%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire, après les baisses de 150 points de base des taux directeurs en 2003, traduisait la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à soutenir la reprise économique constatée dans les Etats membres de l'Union, par un financement à un moindre coût. Elle visait également à encourager les initiatives d'investissements nécessaires à la consolidation de l'activité économique.

### **16 juin 2005**

La Banque Centrale a relevé les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques de 13,00% à 15,00% au Bénin, de 3,00% à 7,00% au Burkina et de 5,00% à 9,00% au Niger, à compter de la période de constitution commençant le 16 juin 2005. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA sont fixés comme suit, pour compter du 16 juin 2005 :

- Bénin : 15,00%
- Burkina : 7,00%

- Côte d'Ivoire : 5,00% ;
- Guinée Bissau : 3,00% ;
- Mali : 9,00% ;
- Niger : 9,00% ;
- Sénégal : 9,00% ;
- Togo : 3,00%.

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

### **24 août 2006**

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage à partir du 24 août 2006. A compter de cette date, le taux de pension est passé de 4,00% à 4,25% et le taux d'escompte de 4,50% à 4,75%.

Cette décision qui vise à conforter la contribution de la politique monétaire à la stabilité macroéconomique, s'inscrit dans un contexte marqué par les inquiétudes suscitées notamment par l'évolution prévisible des prix au sein des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de nature à entraver la réalisation de l'objectif de stabilité des prix et, par conséquent, d'une croissance économique saine et durable. Le relèvement des taux directeurs de la BCEAO contribue à la maîtrise de l'inflation au sein de l'UMOA et, partant, à la sauvegarde de la compétitivité des économies des Etats membres.

### **1<sup>er</sup> trimestre 2007**

La conduite de la politique monétaire, au cours des trois premiers mois de l'année 2007, a été marquée notamment par le retour de la Banque Centrale sur le marché monétaire, avec le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités.

A travers la reprise de ses opérations le 5 février 2007, la BCEAO avait pour objectif de contenir les effets d'une diminution sensible de la liquidité bancaire en fin d'année 2006 sur le loyer de l'argent. Ces opérations devaient permettre de créer les conditions d'un recyclage optimal des disponibilités sur le marché interbancaire et de préserver la cohérence de la hiérarchie des taux sur le marché des capitaux à court terme. Au terme du premier trimestre 2007, la Banque Centrale a organisé sept appels d'offres d'injection de



liquidités. Les soumissions reçues ont évolué entre 18,1 et 40,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,975% à 5,500%.

#### **2<sup>e</sup> trimestre 2007**

Au cours du deuxième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités. Au terme de ce trimestre, treize appels d'offres d'injection de liquidités ont été organisés. Les soumissions reçues ont évolué entre 21,3 et 47,2 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 4,0000% à 4,3500%.

#### **3<sup>e</sup> trimestre 2007**

Durant le troisième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. L'Institut d'émission a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à trente-trois le nombre total de ces opérations depuis leur reprise à compter du 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 11,7 et 41,7 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,0000% à 4,2000%.

#### **4<sup>e</sup> trimestre 2007**

Au cours du quatrième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à quarante-six le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 29,9 et 97,8 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,3000% à 5,0000%.

#### **1<sup>er</sup> trimestre 2008**

Durant le premier trimestre 2008, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à cinquante-neuf le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 65,1 et 135,5 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué à la baisse, en se situant dans un intervalle de 2,7500% à 4,4000%, contre une plage de 3,3000% à 5,0000% le trimestre précédent.

#### **2<sup>e</sup> trimestre 2008**

Poursuivant ses interventions sur le marché monétaire au cours du deuxième trimestre 2008, la Banque Centrale a organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à soixante-douze le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 97,8 et 147,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,7500% à 4,2500%, contre une plage de 2,7500% à 4,4000% le trimestre précédent.

#### **3<sup>e</sup> trimestre 2008**

Au cours du troisième trimestre 2008, la BCEAO, tenant compte des risques pesant sur la stabilité des prix au sein de l'Union, a décidé, à compter du 16 août 2008, du relèvement d'un demi ( $\frac{1}{2}$ ) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

En outre, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités. Le montant mis en adjudication est resté stable à 100,0 milliards entre le 30 juin 2008 et le 30 septembre 2008. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,9720% à 4,5682%, contre une plage de 3,9407% à 4,2331% le trimestre précédent.

#### **4<sup>e</sup> trimestre 2008**

Dans le contexte du quatrième trimestre 2008 marqué par le début des répercussions de la crise financière sur l'activité économique, un niveau encore élevé de l'inflation et un rythme de croissance relativement soutenu des crédits à l'économie, la Banque Centrale a maintenu inchangé son principal taux directeur. Ainsi, le taux de pension est demeuré à 4,75%, son niveau en vigueur depuis le 16 août 2008.

En outre, la Banque Centrale a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités, en portant le montant mis en adjudication de 100,0 milliards le 30 septembre 2008 à 160,0 milliards le 31 décembre 2008. La conduite de ces opérations par la Banque Centrale a contribué à satisfaire les besoins en ressources des banques et à limiter les tensions sur les taux.

## 1<sup>er</sup> trimestre 2009

La conduite de la politique monétaire, au cours du premier trimestre 2009, a été marquée par le renforcement du cadre opérationnel de la BCEAO sur le marché monétaire, qui s'est traduit depuis le 19 février 2009 par l'activation du guichet d'appels d'offres à un mois, en sus de celui à une semaine.

Ces actions de la BCEAO visaient à rassurer les banques sur la volonté de la Banque Centrale à couvrir leurs besoins de liquidité. Elles ont, par ailleurs, contribué à faire évoluer, en mars 2009, les taux du marché interbancaire à une semaine dans l'intervalle compris entre le taux minimum de souscription et celui de la pension. En effet, le taux interbancaire moyen à une semaine s'est inscrit à 4,71% en mars 2009, contre 4,87% en février 2009 et 6,02% en décembre 2008, se situant entre le taux minimum des appels d'offres à une semaine (3,7500%) et celui de la pension (4,7500%). Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,8068% à 4,7490%, contre une plage de 4,4986% à 4,7435% le trimestre précédent.

## 2<sup>e</sup> trimestre 2009

La conjoncture économique et financière de l'Union durant le deuxième trimestre 2009 a été marquée par la détérioration des perspectives de croissance et l'apparition de tensions sur les finances publiques, dans un contexte d'atténuation des pressions inflationnistes et de ralentissement de la progression de l'encours des crédits à l'économie.

Dans ce contexte, la BCEAO a procédé à une baisse de 0,50 point de pourcentage de ses taux directeurs. Ainsi, à compter du 16 juin 2009, le taux de pension a été ramené de 4,75% à 4,25% et le taux d'escompte qui sert de référence en matière de pénalité, de 6,75% à 6,25%. Cette baisse des taux directeurs de la Banque Centrale devrait ainsi donner aux banques une marge de réduction de leurs taux débiteurs.

Par ailleurs, dans le souci de renforcer le signal envoyé au marché à travers la baisse des taux directeurs et d'accroître la capacité des banques à financer l'économie, la BCEAO a revu à la baisse les coefficients de réserves obligatoires dans quatre Etats de l'Union (Bénin, Mali, Niger

et Sénégal). Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans ces Etats sont fixés comme suit à compter du mardi 16 juin 2009 :

- Bénin : 9,0% au lieu de 15,0% ;
- Mali : 7,0% au lieu de 9,0% ;
- Niger : 7,0% au lieu de 9,0% ;
- Sénégal : 7,0% au lieu de 9,0%.

Les coefficients des réserves obligatoires restent inchangés au Burkina (7,0%), en Côte d'Ivoire (5,0%), en Guinée-Bissau (3,0%) et au Togo (3,0%).

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires demeure fixé à 5,0% dans tous les Etats membres de l'Union.

La BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles de couverture des besoins en liquidités des banques. Ces actions ont contribué à faire replier les taux du marché interbancaire à une semaine. En effet, le taux interbancaire moyen à une semaine s'est inscrit à 4,37% en juin 2009, contre 4,63% en mai 2009 et 4,71% en mars 2009. Sur les deux dernières semaines du mois de juin qui ont suivi la décision de la Banque Centrale, le taux moyen interbancaire sur cette maturité s'est élevé à 4,14%, en dessous du nouveau taux de la pension.

Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,5653% à 3,9923%, contre une plage de 3,8068% à 4,7490% le trimestre précédent.

## 3<sup>e</sup> trimestre 2009

Au cours du troisième trimestre 2009, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs en rapport avec l'évolution favorable de l'inflation. Ainsi, la BCEAO a poursuivi une politique accommodante en vue d'un soutien à la reprise de l'activité économique au sein des pays de l'Union, dans le sillage de la tendance amorcée dans les pays industrialisés. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés à 4,25% et 6,25%, niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009.

La BCEAO a poursuivi, par le canal de ses opérations hebdomadaires et mensuelles, la couverture des besoins en liquidités des banques. La baisse des taux directeurs et les



injections régulières de liquidités ont contribué à faire replier le taux du marché interbancaire à une semaine qui s'est inscrit à 4,09% en septembre 2009, en dessous du taux de pension, contre 4,37% en juin 2009 et 4,63% en mai 2009.

Durant le troisième trimestre 2009, les montants mis en adjudication sur le guichet des enchères hebdomadaires ont été ajustés afin de couvrir l'ensemble des besoins exprimés par les établissements de crédit. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,2662% à 3,3646%, contre une plage de 3,5653% à 3,9923% le trimestre précédent.

Par ailleurs, l'Institut d'émission a maintenu les adjudications à taux fixes et à montants illimités sur le guichet à un mois, afin de rassurer les établissements de crédit sur la disponibilité de la Banque Centrale à les accompagner dans le financement de l'économie, dans une période marquée par une atténuation des tensions inflationnistes.

La Banque Centrale a maintenu inchangés les coefficients de réserves obligatoires applicables aux établissements de crédit de l'Union durant le trimestre sous revue, au cours duquel le rythme de croissance des crédits à l'économie a poursuivi sa décélération.

L'examen de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires sur l'ensemble de la période met en évidence une situation de liquidité excédentaire pour les banques de l'Union. En effet, les réserves effectivement constituées se sont établies à 817,1 milliards pour la période prenant fin le 15 septembre 2009 pour des réserves requises de 490,5 milliards. Ainsi, les réserves libres se sont situées à 326,6 milliards contre 300,9 milliards pour la période échue le 15 juin 2009.

#### **4<sup>e</sup> trimestre 2009**

Au cours du quatrième trimestre 2009, la BCEAO a laissé inchangés ses taux directeurs en liaison avec l'évolution favorable de l'inflation. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009, soit respectivement 4,25% et 6,25%.

La BCEAO a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire, par le canal de ses

opérations hebdomadaires et mensuelles, en vue de la satisfaction des besoins en liquidités des banques. L'ajustement à la hausse, au quatrième trimestre 2009, des montants mis en adjudication dans le cadre des opérations d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités de la BCEAO, a contribué à la poursuite de la détente des taux interbancaires à une semaine, qui se sont situés à 3,87% en décembre 2009, contre respectivement 4,09% et 4,37% en septembre et juin 2009. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans une fourchette comprise entre 3,2584% et 3,3149%, contre un intervalle de 3,5653% à 3,9923% le trimestre précédent.

Par ailleurs, les adjudications au taux fixe de 3,65% et à montants illimités sur le guichet à un mois ont été régulièrement organisées, en vue d'assurer la couverture des besoins de plus longue maturité des banques, dans un contexte marqué par une atténuation des tensions inflationnistes.

#### **1<sup>er</sup> trimestre 2010**

Au cours du premier trimestre 2010, la BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs, en relation avec l'évolution favorable de l'inflation. Le taux de pension et celui de l'escompte sont demeurés fixés à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009, soit respectivement à 4,25% et 6,25%.

Durant ce trimestre, la conduite de la politique monétaire a été marquée par la poursuite des interventions de la BCEAO sur le marché monétaire. La Banque Centrale a ainsi organisé douze opérations hebdomadaires d'injection de liquidités.

Le maintien à un niveau élevé des montants offerts par la BCEAO sur le guichet des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités, au cours du premier trimestre 2010, a contribué à la poursuite de la détente globale des taux interbancaires à une semaine, amorcée depuis le début du dernier trimestre 2009. En effet, les taux interbancaires à une semaine se sont fixés à 3,33% en mars 2010, contre 3,52% en janvier 2010 et 3,87% en décembre 2009. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires du marché monétaire ont évolué dans un intervalle allant de 3,2544% à 3,2933%, contre une plage allant de 3,2584% à 3,3149% le trimestre précédent.

Par ailleurs, la BCEAO a poursuivi l'organisation des adjudications au taux fixe de 3,65% et à montants illimités sur le guichet des appels d'offres à un mois, en vue de couvrir les besoins de plus longue maturité des banques, dans un contexte marqué par une atténuation des tensions inflationnistes.

Aucune modification n'a été apportée au dispositif des réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union au cours du trimestre sous revue.

## **2<sup>e</sup> trimestre 2010**

Au cours du deuxième trimestre 2010, la BCEAO a poursuivi, par le canal de ses opérations hebdomadaires et mensuelles, la couverture des besoins en liquidités des banques.

La baisse des montants offerts par la BCEAO sur le guichet des appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités, en vue de les ajuster au niveau des besoins exprimés par les banques, au cours du deuxième trimestre 2010, a induit une légère hausse du taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine et des taux interbancaires à une semaine.

En effet, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine s'est situé à 3,2942% contre 3,2629% un trimestre plus tôt. Ils ont évolué dans un intervalle allant de 3,2571% à 3,3665% au deuxième trimestre 2010, contre une plage allant de 3,2544% à 3,2933% le trimestre précédent. S'inscrivant dans cette tendance, les taux interbancaires à une semaine sont ressortis à 3,70% au second trimestre 2010, contre 3,40% le trimestre précédent.

## **14 septembre 2010**

Le Comité de Politique Monétaire a tenu sa première réunion le 14 septembre 2010. Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA et tenant compte d'un contexte caractérisé par l'absence de risque majeur pour la stabilité des prix, le Comité a décidé de maintenir le statu quo au niveau des taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de la pension restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, la capacité des banques à constituer les réserves obligatoires est globalement satisfaisante et l'abondance relative de la liquidité bancaire ne devrait pas être à l'origine de tensions inflationnistes. A cet effet, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les coefficients des réserves obligatoires à leur niveau actuel. Ainsi, le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques demeure à 7,0% au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal et à 5,0% en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo.

## **1<sup>er</sup> décembre 2010**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 1<sup>er</sup> décembre 2010. Analysant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA dans un contexte caractérisé par une faible pression inflationniste, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le statu quo au niveau des taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de la pension restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, la capacité des banques à constituer les réserves obligatoires est globalement satisfaisante et l'abondance relative de la liquidité bancaire ne devrait pas induire des tensions inflationnistes. Dans un souci d'harmonisation des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques des Etats membres de l'Union, le Comité de Politique Monétaire a décidé une uniformisation desdits coefficients. A cet effet, il a décidé de porter le coefficient des réserves obligatoires à un niveau unique de 7,0% pour l'ensemble des pays à compter du 16 décembre 2010.

## **2 mars 2011**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 2 mars 2011. Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA, à la lumière des impacts de la crise politique en Côte d'Ivoire et de la résurgence des pressions inflationnistes consécutive au renchérissement des denrées alimentaires importées et à la progression des prix des carburants dans la plupart des Etats de l'Union, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt

marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

### **1<sup>er</sup> juin 2011**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le 1<sup>er</sup> juin 2011.

Examinant la situation économique, financière et monétaire récente de l'UEMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté que la fin de la crise politique en Côte d'Ivoire augure des perspectives économiques prometteuses pour l'Union. Il a relevé que l'inflation persiste à un niveau relativement élevé depuis le début de l'année 2011. Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est, en effet, situé à 3,7% à fin mars 2011, après 3,9% à fin décembre 2010.

Analysant les autres indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté la poursuite de l'atonie de l'activité économique sur les premiers mois de 2011, atonie imputable notamment aux effets négatifs de la crise politique en Côte d'Ivoire et aux contre-performances du secteur industriel. Il a noté que la stabilité et la sécurité du système financier de l'Union ont été préservées, malgré les risques liés à l'impact de la crise ivoirienne sur le système bancaire.

Le Comité a recommandé aux banques de l'Union de veiller à la qualité de leurs portefeuilles et de répercuter la détente actuelle des taux d'intérêt du marché monétaire sur le volume et le coût du crédit. Il a relevé qu'à court terme, la hausse des prix ne devrait pas significativement décélérer dans l'Union, eu égard aux prévisions d'un maintien des cours du pétrole à des niveaux élevés et d'un renchérissement des denrées alimentaires importées. Le taux d'inflation ressortirait à 3,9% à fin juin 2011. Cependant, dans le moyen terme, les prévisions d'inflation seraient en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la

BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.

Par ailleurs, le Comité a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires, à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

### **7 septembre 2011**

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 septembre 2011.

Au cours de cette session, le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire récente de l'Union Monétaire Ouest Africaine, notamment les risques pesant sur la stabilité des prix et les perspectives de croissance économique dans l'Union. A cet égard, le Comité a relevé une tendance au ralentissement du rythme de progression des prix. En effet, le taux d'inflation, en glissement annuel, est passé de 5,7% à fin avril 2011 à 4,8% à fin mai 2011 et à 3,9% à fin juin 2011. Cette dynamique est imputable au rétablissement des circuits de distribution en Côte d'Ivoire et au recul de l'inflation importée.

Analysant les autres indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté la poursuite de l'atonie de l'activité sur le deuxième trimestre de l'année 2011, imputable aux contre-performances des secteurs industriel et tertiaire.

Les conditions monétaires sont apparues globalement favorables, avec une liquidité bancaire relativement abondante, une quasi-stabilité des taux sur le marché monétaire et une détente des taux débiteurs des banques. Toutefois, les taux moyens pondérés des émissions de bons du Trésor se sont tendus d'un trimestre à l'autre.

Le Comité a estimé que les perspectives de croissance économique de l'Union demeurent empreintes d'incertitudes. Le taux de croissance de l'activité économique est projeté à 5,3% en 2012 contre 1,0% en 2011, en liaison avec l'apaisement de la situation socio-politique dans l'ensemble des pays de l'Union.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de

maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%. Par ailleurs, le Comité a décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

### **7 décembre 2011**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 décembre 2011.

Au cours de cette session, le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire récente de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union. S'agissant de l'inflation, le Comité a relevé que la tendance à la décélération des prix, observée depuis le mois de mai 2011 s'est estompée en septembre. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 4,8% en mai à 3,9% à fin juin 2011, puis à 3,6% à fin juillet 2011, 3,5% à fin août 2011, avant de remonter à 3,8% à fin septembre 2011. La hausse des prix reste influencée par le renchérissement, en glissement annuel, des denrées alimentaires et des carburants.

L'analyse des indicateurs de conjoncture au sein de l'UMOA a laissé entrevoir un raffermissement de l'activité au troisième trimestre de l'année 2011, notamment dans l'industrie et dans le secteur tertiaire.

Les conditions monétaires sont demeurées globalement favorables, dans le contexte d'une liquidité bancaire importante et d'une détente des taux sur le marché monétaire. Toutefois, les taux d'intérêt débiteurs des banques ainsi que les taux moyens pondérés des émissions de bons du Trésor au troisième trimestre 2011 ont connu des hausses par rapport au trimestre précédent.

Examinant les perspectives de croissance économique de l'Union, le Comité a estimé que l'activité économique de l'Union restera bien orientée, quoiqu'empreinte d'incertitudes au regard de la conjoncture internationale récente. Le taux de croissance du produit intérieur brut réel a été ainsi projeté à 6,4% en 2012 contre 1,2% en 2011 et 4,3% en 2010.

Se fondant sur les analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO à leur niveau actuel. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres et le taux d'intérêt des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%. En outre, le Comité a décidé de maintenir inchangé le coefficient des réserves obligatoires à son niveau de 7,0% qui est en vigueur depuis le 16 décembre 2010.

### **7 mars 2012**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 7 mars 2012.

Analysant la conjoncture économique, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que les Etats membres de l'UEMOA continueront d'évoluer en 2012 dans un environnement international peu propice, marqué par un ralentissement de la croissance mondiale. La situation de l'Union devrait également se ressentir de la mauvaise campagne agricole 2011/2012. Le Comité de Politique Monétaire a noté que ces facteurs font planer des incertitudes sur la réalisation des prévisions de croissance pour l'année 2012, qui pourraient se révéler en retrait par rapport au taux de 6,4% initialement prévu.

L'analyse des conditions monétaires montre que la liquidité bancaire a connu une baisse sensible depuis le deuxième semestre 2011. Outre les facteurs conjoncturels, cette évolution résulte de changements structurels qui s'opèrent dans les économies de l'Union, induisant d'importants besoins de financement des importations aux fins de la réalisation des investissements privés et publics en cours. Cette situation entraîne une tension sur les taux d'intérêt du marché monétaire. En perspective, la demande de liquidité des banques pourrait se maintenir à un niveau élevé, au regard de l'ampleur des ressources nécessaires pour couvrir les besoins de financement exprimés par les Etats pour l'année 2012.

Sur la base des analyses qui précèdent, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO à leur niveau actuel. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres et le taux d'intérêt des opérations sur le guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,25% et 4,25%.



En outre, dans le souci de desserrer les contraintes sur la liquidité des banques et de conforter les conditions d'un financement approprié de l'économie, le Comité de Politique Monétaire a décidé de ramener le coefficient des réserves obligatoires à 5,0% pour l'ensemble des banques des pays de l'Union, soit une baisse de deux (2) points de pourcentage, avec pour date d'effet le 16 mars 2012.

### **11 juin 2012**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa réunion ordinaire le 11 juin 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, monétaire et financière de l'Union Monétaire Ouest Africaine à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. Il a analysé, en particulier, les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Le Comité a constaté une atténuation du rythme d'évolution du niveau général des prix à la consommation dans l'Union sur la période récente à la faveur des mesures mises en œuvre au niveau national et régional en vue de lutter contre la vie chère et d'atténuer les effets des chocs d'offre. Ainsi, le taux d'inflation est passé de 2,3% en glissement annuel à fin janvier 2012 à 2,8% à fin février 2012, pour s'établir à 2,5% à fin mars 2012. Il est de 0,6% en avril 2012.

Analysant la conjoncture, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que la croissance économique de l'Union au titre de l'année 2012 serait meilleure qu'en 2011 en liaison avec la reprise rapide de l'activité en Côte d'Ivoire, le dynamisme du secteur des mines et la poursuite des investissements publics dans les infrastructures. Toutefois, des préoccupations existent en raison de l'impact des crises socio-politiques au Mali et en Guinée-Bissau, ainsi que des incertitudes suscitées par l'environnement international.

Au regard de ces incertitudes et sur la base de l'appréciation de la balance des risques, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser les taux d'intérêt directeurs de la BCEAO de 25 points de base. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le

taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont ainsi fixés respectivement à 3,00% et à 4,00% avec date d'effet le 16 juin 2012.

Au niveau du marché monétaire, le Comité a constaté que les tensions qui avaient justifié une baisse du coefficient des réserves obligatoires en mars 2012 ont commencé à s'estomper. Le taux moyen pondéré sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire qui était de 4,67% en mars 2012 s'est replié pour se situer à 4,25% en mai 2012.

Le Comité a, de ce fait, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% qui est en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **5 septembre 2012**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa réunion ordinaire le 5 septembre 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale. En particulier, il a analysé les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur les perspectives de croissance économique dans l'Union.

Le Comité a noté la poursuite de la modération des tensions inflationnistes dans l'UMOA. Ainsi, le taux d'inflation s'est situé à 1,5%, en glissement annuel, sur le deuxième trimestre 2012, après 2,5% au trimestre précédent.

Les perspectives à moyen terme indiquent que le taux d'inflation se situerait autour de 2,3%, en glissement annuel, à moyen terme, sous l'hypothèse d'une campagne agricole 2012/2013 normale.

Analysant la conjoncture économique, les membres du Comité de Politique Monétaire ont relevé que les indicateurs conjoncturels disponibles confirment le ralentissement de la croissance économique mondiale en 2012, dans un contexte de tensions sur les marchés financiers internationaux. Les prévisions disponibles tablent sur un taux de croissance de l'Union de 5,3% en 2012.

Au niveau du marché monétaire, le Comité a constaté que la baisse de 25 points de base

des taux directeurs de la BCEAO, intervenue le 16 juin 2012, s'est répercutée sur les taux des marchés monétaires. En effet, les taux d'intérêt sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire se sont inscrits en baisse, passant de 4,67% en moyenne en mars 2012 à 4,03% en juillet 2012. En outre, il est observé une détente des taux d'intérêt des émissions de bons du Trésor. Le taux moyen pondéré des émissions de bons du Trésor à douze mois est passé de 6,26% au deuxième trimestre 2012 à 5,76% en juillet 2012.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,00% et 4,00%.

Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% qui est en vigueur depuis le 16 mars 2012.

#### **7 décembre 2012**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa quatrième réunion ordinaire de l'année le 7 décembre 2012.

Le Comité a examiné la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture internationale.

Analysant l'évolution de l'inflation, le Comité a relevé une légère remontée de l'indice harmonisé des prix à la consommation au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,1% en juin à 2,7% à fin septembre 2012, en raison de l'ajustement à la hausse des cours des carburants dans certains Etats membres et de l'augmentation des prix des céréales locales et des produits de la pêche. L'inflation devrait connaître une décélération au quatrième trimestre 2012 pour ressortir à 2,5% à fin décembre. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établirait à 2,3% en 2012 contre 3,8% en 2011. A l'horizon de 24 mois, ce taux est projeté à 2,4%.

Analysant l'évolution des indicateurs de conjoncture, le Comité a relevé que l'activité économique au sein de l'UMOA continue de se

raffermir, notamment dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le Comité a estimé que les performances en matière de croissance économique seraient meilleures que prévu. Les dernières estimations tablent sur une progression du produit intérieur brut de l'Union de 5,8% en 2012, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage comparativement aux prévisions faites trois mois auparavant. Pour l'année 2013, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,5%.

Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt continuent de se détendre. Le taux moyen pondéré des transactions interbancaires à une semaine est ressorti en moyenne à 4,13% au troisième trimestre contre 4,24% au deuxième trimestre 2012. Le taux moyen pondéré des émissions de bons du Trésor, s'est établi à 5,63% au troisième trimestre contre 5,72% un trimestre plus tôt.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 3,00% et 4,00%.

Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

#### **6 mars 2013**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa première réunion ordinaire de l'année le 6 mars 2013.

Le Comité a procédé à l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture internationale et interne et apprécié les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives à moyen terme en matière de stabilité des prix et de croissance économique dans l'Union.

Analysant la situation économique, le Comité a relevé la persistance d'une conjoncture internationale morose et empreinte d'incertitudes. Il a noté au plan régional l'impact de la crise au Mali et en Guinée-Bissau. Le Comité a noté que l'activité économique interne a été cependant bien orientée au quatrième trimestre 2012, ce qui conforte les prévisions d'une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union en termes réels, estimée à 5,8% en 2012. Pour 2013, le

regain de l'activité économique devrait se poursuivre avec un taux de croissance réel projeté à 6,5%.

Au titre de l'évolution des prix, le Comité a relevé que l'inflation dans l'Union a amorcé une baisse progressive depuis le mois d'octobre 2012 avec une variation en glissement annuel de l'indice harmonisé des prix à la consommation qui passe de 3,3% à fin octobre à 2,8% à fin décembre 2012 et à 2,2% à fin janvier 2013. Le taux d'inflation est projeté à 1,5% en glissement annuel au quatrième trimestre 2013.

Les facteurs à l'origine de la modération de l'inflation sont notamment la faiblesse de la demande mondiale qui atténue les risques pesant sur l'inflation importée et une baisse des prix des produits alimentaires locaux, dans la perspective d'une campagne agricole 2013/2014 satisfaisante.

Quant aux conditions monétaires, le Comité a noté une détente des taux sur les marchés monétaire et de la dette publique au cours du quatrième trimestre 2012. Ainsi, le taux moyen pondéré des transactions interbancaires à une semaine est ressorti à 3,79% alors qu'il était de 4,13% au troisième trimestre 2012. Les émissions de bons par les Trésors ont été réalisées au taux moyen pondéré de 5,21% au quatrième trimestre 2012, après des niveaux respectifs de 5,72% et 5,63% aux deuxième et troisième trimestres de l'année.

Sur la base de l'appréciation de la balance des risques, le Comité a décidé de baisser les taux directeurs de la BCEAO de 25 points de base. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités a été ramené de 3,00% à 2,75%. Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal a été fixé à 3,75% contre 4,00% précédemment. Cette décision prend effet à compter du 16 mars 2013. Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **3 juin 2013**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa deuxième réunion ordinaire de l'année 2013 le 3 juin 2013.

Le Comité a procédé à l'analyse de la situation économique et monétaire récente de l'Union

Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ainsi que des perspectives, à la lumière de l'évolution de la conjoncture internationale.

Sur le plan international, le Comité a noté que le rythme de progression de l'activité économique mondiale serait modéré en 2013 mais devrait se raffermir en 2014.

Au niveau de l'Union, les performances macroéconomiques en 2012 ont été globalement plus favorables que prévu. Le produit intérieur brut en volume a connu une croissance de 6,4% sous l'effet d'un accroissement des investissements publics, avec des effets d'entraînement sur les investissements privés, et du dynamisme du sous-secteur des industries extractives dans certains Etats. En 2013, la croissance économique devrait poursuivre sa tendance haussière pour atteindre 6,5%, tirée par la demande intérieure.

Au titre de l'évolution des prix à la consommation, le Comité a noté la poursuite de la décélération de l'inflation dont le taux est passé, en glissement annuel, de 2,8% à fin décembre 2012 à 2,3% à fin avril 2013. Ce rythme modéré de l'inflation reflète une baisse significative des prix des produits alimentaires locaux et une faible progression de ceux des produits pétroliers. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation ressortirait à 2,5% en glissement annuel.

Au titre des conditions monétaires, le Comité a noté la poursuite de la détente des taux d'intérêt sur le marché monétaire. Ainsi, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine est passé de 3,07% en décembre 2012 à 2,81% en avril 2013. Celui des transactions interbancaires à une semaine est ressorti en moyenne à 3,18% en avril 2013 contre 3,74% en décembre 2012.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux actuels. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement fixés à 2,75% et 3,75%.

Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé, à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union.

#### **4 septembre 2013**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu sa troisième réunion ordinaire de l'année, le 4 septembre 2013.

Le Comité a procédé à l'analyse de la situation économique et monétaire récente de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ainsi que des perspectives, à la lumière notamment de l'évolution de la conjoncture internationale. En particulier, il a évalué les facteurs de risque pouvant peser sur la stabilité des prix et sur la croissance économique.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a relevé des signes d'amélioration de l'activité économique dans les pays industrialisés.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, les dernières estimations situent le taux de progression du Produit Intérieur Brut à 6,4% en volume en 2013. Les membres du Comité ont souligné que des risques pèsent sur la réalisation du taux de croissance de 7,3% prévu pour 2014. Ils ont, à cet égard, relevé que l'un des principaux facteurs de risque est l'impact négatif du ralentissement de la croissance dans les pays émergents sur les cours mondiaux des produits de base exportés par les pays de l'Union.

L'analyse de l'évolution de l'inflation laisse apparaître une décélération plus marquée que prévu de la hausse du niveau général des prix dans l'Union. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à 1,7% à fin juin 2013 après 2,3% à fin mars 2013 et 2,8% à fin décembre 2012. Ce ralentissement résulte, pour l'essentiel, de la décreue des prix des céréales locales ainsi que de la baisse des prix des carburants dans certains pays à la faveur de la détente des cours mondiaux du pétrole. En moyenne, les prévisions tablent sur un taux d'inflation de 1,9% pour l'année 2013 contre 2,4% en 2012. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation ressortirait à 2,4% en glissement annuel.

Le Comité de Politique Monétaire a également noté une détente des taux sur les différents compartiments du marché monétaire au deuxième trimestre 2013. Ainsi, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidité à une semaine et celui des opérations

sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire ont tous deux connu des baisses de vingt-trois (23) points de base d'un trimestre à l'autre. La même tendance a été observée sur le marché des bons et obligations du Trésor.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités passe de 2,75% à 2,50% et le taux du guichet de prêt marginal est fixé à 3,50%, contre 3,75% précédemment. Cette décision prend effet à compter du 16 septembre 2013.

Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé, à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union.

#### **9 décembre 2013**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 9 décembre 2013, sa quatrième réunion ordinaire de l'année.

Le Comité a passé en revue les développements économiques et financiers au plan international et régional depuis sa dernière réunion tenue le 4 septembre 2013 ainsi que les perspectives à moyen terme en matière de stabilité des prix et de croissance économique dans l'Union.

Au plan international, le Comité a relevé des divergences dans la dynamique de croissance entre les pays avancés où la reprise se consolide et les pays émergents dont le rythme d'expansion demeure en deçà des performances enregistrées les années précédentes.

Sur le plan régional, les dernières prévisions attestent une bonne résilience des économies de l'Union, malgré une conjoncture internationale peu favorable. Les estimations situent la croissance du Produit Intérieur Brut en volume à 6,0% en 2013, après 6,5% en 2012. En 2014, elle atteindrait 7,0%. La poursuite des investissements publics ainsi que le regain de dynamisme attendu des investissements privés seraient les principaux moteurs de cette croissance.

Au titre de l'évolution des prix à la consommation, le Comité a relevé la poursuite



de la décélération de l'inflation. Le taux d'inflation se stabiliserait en octobre et novembre 2013 à 0,7% en glissement annuel. Si cette tendance se confirme en décembre, le taux d'inflation moyen annuel de l'Union devrait ressortir à 1,6% contre 2,4% en 2012. Les nouvelles prévisions situent le taux d'inflation dans l'Union à 1,7% en glissement annuel au quatrième trimestre 2014.

Le Comité de Politique Monétaire a également noté la poursuite de la détente des taux d'intérêt sur les différents compartiments du marché monétaire. Ainsi, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine est ressorti à 2,54% à fin octobre 2013, en baisse de 27 points de base par rapport à juin 2013. Sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré des opérations est passé de 3,13% en juin 2013 à 3,05% à fin octobre 2013. La même tendance a été observée sur le marché de la dette publique. Le taux moyen pondéré des bons du Trésor à un an a baissé de 26 points de base pour ressortir à 4,51% en octobre 2013.

Au terme de son analyse, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités reste fixé à 2,50% et celui du guichet de prêt marginal à 3,50%. Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **5 mars 2014**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu, le 5 mars 2014, sa première réunion ordinaire au titre de l'année 2014. Le Comité a procédé à l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture internationale et interne.

Sur le plan international, le Comité a noté les signes d'une reprise graduelle de l'activité économique, notamment dans les principaux pays industrialisés, malgré quelques incertitudes continuant à peser sur la croissance mondiale.

Analysant la situation au sein de l'Union, le Comité a noté que les performances macroéconomiques en 2013 ont été globalement plus favorables que prévu. Les dernières estimations situent le taux de

progression du Produit Intérieur Brut en volume à 6,3% en 2013. Pour l'année 2014, le regain de l'activité économique devrait se poursuivre avec un taux de croissance réel projeté à 7,0%.

Au titre de l'évolution des prix, le Comité a relevé la poursuite de la décélération de l'inflation dans l'Union. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti nul à fin décembre 2013 après 2,8% à fin décembre 2012. Il est estimé par la Banque Centrale à 0,2% à fin janvier 2014. Les facteurs à l'origine de la décélération de l'inflation sont notamment la détente des prix des produits alimentaires ainsi que la décélération des cours mondiaux du pétrole. En moyenne annuelle, l'Union a enregistré un taux d'inflation de 1,6% en 2013 contre 2,4% en 2012. A moyen terme, les prévisions indiquent des risques inflationnistes globalement modérés. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, devrait se situer à 2,0%.

En ce qui concerne l'évolution des conditions monétaires, le Comité a noté la poursuite de la détente des taux d'intérêt sur les différents compartiments du marché monétaire, dans le sillage de la baisse des taux directeurs opérée par la BCEAO en septembre 2013. Ainsi, le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injection de liquidités à une semaine et celui des transactions sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire ont connu des baisses respectives de 21,5 et 17,0 points de base entre le troisième et le quatrième trimestre 2013. Sur le marché des titres publics, les émissions de bons par les Trésors ont été réalisées au taux moyen pondéré de 5,14% au quatrième trimestre 2013, après un niveau de 4,59% au trimestre précédent.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement à 2,50% et 3,50%. Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **4 juin 2014**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu, le 4 juin 2014, sa deuxième réunion ordinaire au titre de l'année 2014.

Le Comité a procédé à l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture internationale et régionale, apprécié les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives à moyen terme en matière de stabilité des prix et de croissance économique dans l'Union.

Analysant la situation économique interne de l'Union, le Comité a relevé que les dernières estimations situent le taux de progression du Produit Intérieur Brut de l'Union, en termes réels, à 5,5% en 2013, en baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations. Cette révision des performances économiques est liée notamment aux résultats moins satisfaisants que prévu de la campagne agricole 2013/2014 notamment dans les pays du Sahel. Les perspectives économiques de l'Union situent le taux de croissance pour l'année 2014 à 6,6% grâce à la reprise dans le secteur primaire et son effet d'entraînement sur les autres secteurs.

En ce qui concerne le niveau général des prix à la consommation, le Comité a relevé la poursuite de la tendance à la décélération de l'inflation dans l'Union observée depuis novembre 2012. Le taux d'inflation, en glissement annuel, est ressorti à -0,3% à fin mars 2014, après un niveau nul à fin décembre 2013. Les principaux facteurs à l'origine de la décélération de l'inflation sont la détente des prix des produits alimentaires au premier trimestre 2014 et l'absence de tension sur les prix des carburants.

Les prévisions à moyen terme indiquent des risques inflationnistes globalement modérés. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, devrait se situer à 1,3%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi au niveau de l'Union.

Examinant l'évolution des conditions monétaires, le Comité a noté que le taux moyen pondéré des transactions sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,61% à fin mai 2014 contre 3,53% à fin mars 2014. Sur le marché des titres publics, le coût moyen des ressources levées par les Trésors nationaux sur la maturité à trois mois est ressorti à 4,29% à fin mai 2014 contre 4,48% à fin mars 2014.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir

inchangés les taux directeurs à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal restent respectivement à 2,50% et 3,50%. Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à son niveau de 5% en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **3 septembre 2014**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu, le 3 septembre 2014, sa troisième réunion ordinaire au titre de l'année 2014.

Le Comité a procédé à l'analyse des facteurs de risque susceptibles de peser sur les perspectives à moyen terme en matière de croissance économique et de stabilité des prix dans l'Union.

Analysant la situation interne de l'Union, le Comité a relevé que l'activité économique a été bien orientée au deuxième trimestre 2014 comme en atteste l'évolution des indicateurs de conjoncture. Dans ces conditions, les prévisions qui situaient le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union en termes réels à 6,6% en 2014 ont été maintenues inchangées. Cette performance économique résulterait du regain d'activité attendu de l'ensemble des secteurs.

Au titre de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, le Comité a noté, à partir du mois de mai 2014, une stabilisation après la décélération observée depuis le quatrième trimestre 2012. Sur cette base, le taux d'inflation à fin décembre 2014 est attendu à 0,5%.

Examinant l'évolution des conditions monétaires, le Comité a noté une baisse des taux d'intérêt sur le guichet des appels d'offres à une semaine. En revanche, sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire ainsi que sur le segment à court terme du marché de la dette publique, une hausse des taux a été enregistrée entre avril et juillet 2014.

Sur la base des analyses effectuées, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Le

taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal demeurent respectivement à 2,50% et 3,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité a, en outre, décidé de laisser inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 5,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

### **3 décembre 2014**

Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu sa quatrième réunion ordinaire au titre de l'année 2014 au Siège de l'Institution à Dakar.

Le Comité a procédé à l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture internationale et interne à l'UMOA et apprécié les facteurs de risque pouvant peser sur les perspectives de croissance économique et de stabilité des prix dans l'Union.

Au plan international, le Comité a noté la persistance de la fragilité de la reprise économique dans la plupart des pays industrialisés et la poursuite de la dégradation des performances économiques des principaux pays émergents.

Analysant la situation interne de l'Union, le Comité a souligné que l'activité économique a été bien orientée au troisième trimestre, ce qui conforte les prévisions d'une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union en termes réels, estimée à 6,8% en 2014, après 5,9% en

2013. Cette performance économique serait imprimée par le raffermissement de la production agricole et industrielle ainsi que par la bonne tenue de la production de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », en liaison avec la hausse des investissements publics.

Le Comité a noté la poursuite de la décélération des prix à la consommation durant le troisième trimestre 2014. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à -0,4% à fin septembre 2014, en rapport avec le repli des prix des produits alimentaires importés et ceux des produits locaux, notamment les céréales et les tubercules. A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation, en glissement annuel, est projeté à 1,9%.

En ce qui concerne les conditions monétaires, le Comité a relevé une détente des taux sur le compartiment à une semaine du marché interbancaire où le taux moyen pondéré est passé de 3,58% à 3,43% d'un trimestre à l'autre.

Sur la base des analyses effectuées, le Comité de Politique Monétaire a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCEAO. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal demeurent respectivement à 2,50% et 3,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité a, en outre, décidé de maintenir inchangé le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 5,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.



---

## LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

---

### Périodiques

- 1 - Rapport annuel de la BCEAO – de 1956 à 2012 (annuel)
- 2 - Notes d'Information et Statistiques – de 1956 à 2004
  - Statistiques monétaires (mensuel)
  - Statistiques économiques (trimestriel)
  - Etudes et recherche (trimestriel)
  - Informations générales (trimestriel)
- 3 - Bulletin de statistiques monétaires et financières - de janvier 2005 à décembre 2014
- 4 – Bulletin mensuel de conjoncture - d'octobre 2005 à décembre 2013
- 5 - Note trimestrielle de conjoncture - de juin 2010 à décembre 2013
- 6 - Bulletin mensuel de statistiques économiques de l'UEMOA - de janvier 2014 à novembre 2014
- 7 - Bulletin trimestriel de statistiques - septembre 2014
- 8 - Note d'information de mars 2005 à décembre 2014
- 9 - Annuaire statistique - de 2004 à 2013
- 10 - Annuaire des banques et établissements financiers – de 1967 à 2013
- 11 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers (annuel)
  - Bilans des banques et établissements financiers – de 1967 à 2003
  - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers – 2004 à 2012
- 12 - Monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (annuel) – de 1993 à 2006
- 13 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA (2006 à 2014)
- 14 - Revue de la stabilité financière dans l'UEMOA (2006, 2008)
- 15 - Revue Economique et Monétaire (de juin 2007 à décembre 2014)

### Ouvrages

- 16 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes) – Dakar, Edition BCEAO, août 1994
  - Recueil des instructions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations bancaires-
    - Volume I : Cadre réglementaire général
    - Volume II : Documents de synthèse
    - Volume III : Transmission des documents de synthèse
- 17 - Recueil des textes légaux et réglementaires – 2003
- 18 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais) – Paris, Edition Georges Israël, janv. 2000
- 19 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes)
  - Plan comptable général des entreprises – Paris, Edition Foucher, décembre 1996
  - Guide d'application – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
  - Système minimal de trésorerie – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
  - Tableaux de passage – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
- 20 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA)
  - Liste intégrale des comptes et états financiers - Dakar, Edition BCEAO, 2005
- 21 - Méthodologie d'Analyse Financière – Dakar, Edition BCEAO, 2004
- 22 - Billets et pièces de monnaie dans la Zone UMOA (des origines à 2012), BCEAO, 2012



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)